

## L'essor de la FEMIP, au service de l'UpM

Il faut mettre en marche des projets économiques ambitieux, promouvoir des initiatives facilitant les échanges et créer les structures institutionnelles nécessaires.

Philippe de Fontaine Vive

La Catalogne, c'est l'illustration de notre Méditerranée, ses cultures et ses langues, son histoire et sa puissance économique. Son cœur, Barcelone, avec son exubérance urbaine, ses saveurs sportives alliant l'orgueil « *sangre y oro* » et les réussites d'envergure mondiale, est une ville à l'identité forte, catalane, qui a su devenir un poumon économique pour l'Espagne, un centre d'affaires européen et un pôle méditerranéen. Son agglomération a su allier force industrielle et vitalité des services, dynamisme entrepreneurial et partenariats public-privé. Pour l'Union pour la Méditerranée (UpM), Barcelone illustre bien comment, à certains moments de l'Histoire, toutes les volontés, toutes les énergies et les ressources peuvent se rejoindre et se tendre vers une vision nouvelle. Cette belle et grande métropole – et venant d'un Marseillais fier de ses origines, ce compliment est réfléchi et amical – peut servir de référence aux deux rives de notre mer commune. Voilà qui en fait un lieu d'accueil naturel pour le Secrétariat de l'UpM. Dès lors, pour la Facilité euroméditerranéenne d'investissement et de partenariat (Femip), dont 80 % des activités concernent précisément les objectifs de l'UpM, Barcelone est aussi un lieu incontournable : c'est là que se dessine une partie des grands projets de la rive sud de la Méditerranée.

### Le poids de la Femip au service de l'UpM

Les progrès de l'UpM se font grâce à des projets concrets, ce qui fait de la Femip, au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI), l'un de ses instruments de mise en œuvre essentiels. La Femip s'est résolument placée dans une logique d'action pour la Méditerranée : l'année passée, elle a investi 1,6 milliard d'euros dans les pays partenaires (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Gaza/Cisjordanie et Israël, Syrie, Tunisie) – un record depuis sa création qu'elle espère dépasser en 2010. Plus des deux tiers de ces projets ont été cofinancés avec d'autres institutions internationales ou européennes. Depuis sa mise en place en

2002, la BEI a doublé ses volumes de financement annuels pour la Méditerranée. Mais la Femip n'agit pas seulement comme un banquier capable de prêter à des conditions avantageuses dans la région : c'est aussi une assistance technique croissante, qui représente plus d'une centaine d'opérations pour environ 100 millions d'euros entre 2002 et 2009. C'est un rôle croissant d'incubateur d'idées, avec le financement d'études sectorielles en amont des projets sur toutes les thématiques de l'UpM, et des conférences et ateliers qui contribuent à construire et renforcer les partenariats sur les deux rives de la Méditerranée. C'est aussi la capacité de fournir un soutien au Secrétariat général de l'UpM à Barcelone.

Les réussites de la Femip aident donc à la réalisation des objectifs de l'UpM. Au cours de la réunion ministérielle conjointe du Conseil Ecofin et de la Femip, le 7 octobre 2008, la BEI a reçu mandat d'agir en tant que source de financement clé dans quatre initiatives prioritaires retenues par les chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de l'UpM : la dépollution de la Méditerranée, le Plan solaire méditerranéen, le projet des autoroutes maritimes et terrestres et le soutien aux petites et moyennes entreprises. Ainsi, la Femip appuie concrètement la dépollution de la Méditerranée, avec la Commission européenne et d'autres partenaires, et prépare en ce moment même des projets au titre de l'initiative Horizon 2020 pour environ 1,2 milliards d'euros. Avec la banque allemande KfW et l'Agence française de Développement (AFD), la Femip travaille aussi dans le cadre du mécanisme de coopération pour le Plan solaire : cinq milliards d'euros seront alloués en faveur de projets relatifs aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique en Méditerranée entre 2010 et 2015. Une puissance de 20 GW d'énergie renouvelable d'ici à 2020 pourrait être développée sur le pourtour méditerranéen avec l'aide de la BEI. Dans le secteur des transports, les financements de la Femip s'élèvent à 2,3 milliards d'euros entre 2002 et 2009, et s'accompagnent du développement d'un fonds majeur, Inframed, ainsi que d'un

Philippe de Fontaine Vive, viceprésident de la Banque européenne d'investissement (BEI). Ces vues n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.

concept de réseau de plateformes logistiques euroméditerranéen, Logismed. Enfin, la Femip soutient « L'initiative méditerranéenne de développement des entreprises » (IMDE), qui vise à encourager le développement de l'entrepreneuriat et à promouvoir une croissance économique viable et durable dans le bassin méditerranéen. Sous l'égide de son Fonds fiduciaire, la Femip a déjà financé une étude de faisabilité sur l'IMDE. Au-delà, la Femip a mis à disposition des PME quelque 1,6 milliards d'euros, entre 2002 et 2009.

La Femip, c'est aussi, en collaboration avec la Banque mondiale (BM) et les gouvernements égyptien, français, jordanien, libanais, marocain et tunisien, l'ouverture, à Marseille, du Centre méditerranéen pour l'intégration (CMI). Le CMI, à travers son action d'intégration économique, joue un rôle d'incubateur d'idées opérationnel.

Cette capacité de la Femip à attirer des moyens financiers supplémentaires et une assistance technique ciblée en faveur de projets nationaux et régionaux, assortie d'un effort de coordination entre partenaires, constitue une valeur ajoutée sans équivalent qui, selon les orientations que l'Union européenne (UE) donnera bientôt à son action extérieure, peut encore croître.

### Les limites du succès : contraintes externes et financières

**M**ais un regard trop optimiste ne saurait être complètement juste. L'auteur dramatique madrilène José Echegaray – qui, fait rare, reçut le prix Nobel de Littérature en 1904 conjointement avec Mistral, un Marseillais – a écrit des pages magnifiques sur le mérite. Il fait ainsi dire à Ramsès dans *Un Miracle en Egypte* : « J'ai senti que de moi venait toute puissance. Et quand je n'ai pu réaliser moi-même l'objet de ma prière, ma prière a été vaine » et Ameni de lui répondre : « c'est qu'elle était, sans doute, indigne d'être exaucée ». Pour certains, il en va un peu de même de l'UpM. Car depuis le début du Processus de Barcelone en 1995 et le lancement du dialogue euroméditerranéen, que n'a-t-on entendu sur la puissance à venir de ce bloc, sur les coopérations majeures et le développement économique qui se dessinaient. Ainsi, et malgré nos réussites, nous sommes loin d'avoir réalisé l'objet de nos prières, pour plusieurs raisons : avant tout, les processus diplomatiques et les négociations au Proche-Orient, lorsqu'ils peinent à progresser, fragilisent les efforts de coopération. Autres raisons entendues fréquemment : certains partenaires sont frieux face à d'autres priorités de l'UE et se demandent comment concilier les besoins en Méditerranée avec ceux, tout aussi massifs, à l'est et au sud-est de l'Europe ; les besoins de financement sont trop importants pour la Méditerranée, notamment pour développer les produits financiers à longue maturité et les prêts aux

PME ; ou encore, les partenariats régionaux sont difficiles à mettre en place. Les pessimistes et les opposants au Partenariat euroméditerranéen en concluent que, finalement, toutes nos idées ne méritent peut-être pas d'être réalisées.

Certes, qu'aujourd'hui encore l'Europe n'oriente que 2 % environ de ses investissements vers la Méditerranée, c'est inacceptable. Que l'on hésite sur les activités prioritaires pour créer plus de 22 millions de nouveaux emplois dans l'ensemble des pays méditerranéens d'ici 2030 – à peine suffisants pour maintenir le taux de chômage inchangé au regard de la croissance démographique – ce n'est pas admissible non plus. Mais on ne pourrait être plus éloignés de la vérité en déclarant que les grandes idées de l'UpM et les projets de la Femip et de ses partenaires ne réussiront pas. C'est précisément l'inverse qui est vrai : parce que le processus de paix en Palestine progresse difficilement, il faut avancer autrement et parallèlement, grâce à des projets économiques ambitieux qui ouvriront de nouveaux marchés et susciteront des innovations ; parce que l'UE fait face à un contexte économique, budgétaire et financier difficile depuis 2008, il faut avancer ensemble sur des initiatives pouvant faciliter les échanges ; parce que les financements à long terme manquent en Méditerranée, et parce que les initiatives manquent parfois de coordination, il est crucial que nous osions créer les structures institutionnelles nécessaires.

### Pour de nouvelles ambitions : vision et priorités à venir

**U**ne clé du succès futur de l'UpM sera de continuer à avancer au travers de projets concrets – afin qu'on ne puisse dire d'elle ce que Léon Say avait dit de lui-même lors de son intronisation à l'Académie française, non sans humour : « Messieurs, je n'ai jamais rien fait, que des discours ». Bien sûr, on ne se mobilise pas efficacement pour des projets sans en avoir les moyens. Les sommes à mobiliser dans chacun des quatre domaines de priorité de l'UpM sont importantes et clairement, ceux-ci doivent rester au cœur de notre action. Pas question de délaissier leur financement pour s'attaquer à de nouveaux besoins : il faudrait pour cela des ressources additionnelles. Mais il est crucial de comprendre que la question fondamentale, celle qui requiert courage et vision de l'avenir, est bien celle des finalités de l'UpM. La question du financement constitue une contrainte bien réelle, mais relève des moyens. Avec une vision suffisamment forte et consensuelle pour l'UpM, les ressources additionnelles seront plus aisées à mobiliser.

Pour avancer sur cette vision, on peut évoquer plusieurs idées concrètes, par ordre croissant d'importance. Les premières découlent notamment des études que finance le Fonds fiduciaire de la Femip, véritable « incubateur d'idées pour la Méditerranée » : la microfi-

nance d'abord, dont une étude a démontré le potentiel économique et social encore inexploité ; les transferts de fonds des travailleurs étrangers ensuite, qui sont une source majeure et stable de financements pour les pays du bassin méditerranéen. La BEI pourrait développer ses soutiens dans ces deux domaines, pour mieux assurer le développement de secteurs financiers inclusifs. On peut ensuite citer cinq axes plus stratégiques pour l'UpM qui ont été proposés lors de l'inauguration du Secrétariat de Barcelone: les partenariats énergétiques, la sécurité alimentaire, la culture, les questions commerciales et la recherche. Avec le domaine énergétique, le financement de la recherche et l'innovation est peut-être l'élément le plus prometteur : si la Femip fournit avant tout des prêts, qui ne sont pas nécessairement l'outil principal de soutien à la R&D, certains financements durables pourraient être envisagés, par exemple pour développer des technopoles ou des centres de recherche universitaires. Pour y parvenir, il est souhaitable de travailler avec d'autres partenaires, en premier lieu la BM. Le CMI de Marseille peut aussi être utilisé comme centre de réflexion et d'intégration sur les questions d'innovation, dont il s'est déjà saisi. Concernant les priorités de la culture, rien n'empêche de réfléchir à des liens renforcés entre les activités de la Femip et les priorités de travail du Conseil culturel de l'UpM, présidé par Renaud Muselier et conseillé par des personnalités éminentes allant de Syhem Belkhouja à André Azoulay, en passant par Elie Assaf ou Ismaïl Serageldin ; les projets de développement et de renforcement de la télévision et des médias et l'accès à internet pourraient devenir des axes majeurs d'activité.

Deux domaines transversaux, cruciaux pour la prospérité future de la Méditerranée, doivent enfin être évoqués. Le premier concerne l'emploi des jeunes. Le chômage qui les affecte, d'ampleur variable selon les pays méditerranéens, est toujours au dessus des moyennes nationales, comme le note régulièrement le PNUD. Sa réduction requiert, on le sait, des taux de croissance durablement élevés, et le désœuvrement des jeunes est un défi à long terme pour la croissance et la stabilité. Ce sont pourtant les jeunes qui sont la plus grande réserve de dynamisme en Méditerranée ! Par le renforcement de la formation et des filières d'éducation, mais aussi par le développement d'opportunités d'emploi, le défi de l'augmentation de leur taux d'emploi peut être relevé. La Femip peut, avec d'autres institutions internationales, encourager la mise en place de structures ambitieuses de promotion des PME, qui sont la première source d'emploi des jeunes : l'initiative IMDE, qui s'appuie sur le dynamisme de la Chambre de commerce de Milan, pourrait être un outil pour y parvenir. Au-delà, les prêts de la BEI, avec la Commission, l'AFD ou KfW, permettent une hausse significative des investissements dans la région, qui sont une source durable de création d'emplois.

Le second domaine, lui aussi primordial, a été mentionné par le secrétaire général de l'UpM, Ahmad Ma-

sa'deh, lors de sa prise de fonction à ce poste : en promettant « d'œuvrer à la croissance et à la sécurité de la région », il a touché à un point clé du Partenariat euroméditerranéen. La sécurité, élément incontournable des constructions politiques et économiques régionales, est un garant du succès de nos partenariats. À notre époque, comme l'a dit le président, Nicolas Sarkozy, devant des étudiants tunisiens en avril 2008 sur le thème de l'UpM, « la barbarie fait peser sur chacun de nous une menace mortelle, la civilisation est un combat ». Dans cette optique, le rapprochement des deux bords de la Méditerranée, c'est aussi le recul des extrémismes. Cela concerne non seulement le besoin rapide d'un accord de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne, mais aussi, encore une fois, la sécurité au travers des projets concrets de l'UpM. Pour les infrastructures de transport qui aident à relier les rivages de la Méditerranée, il pourrait être utile d'inclure une dimension de lutte contre les trafics illicites et, avec d'autres institutions internationales, d'aider à réduire les risques afférents pour nos concitoyens. Mais plus simplement, par toutes les réalisations concrètes qui améliorent le quotidien des citoyens, soutiennent les droits humains, mettent en valeur les gouvernements partenaires et montrent que le progrès est valable pour tous, la Femip et ses partenaires peuvent contribuer à ce rapprochement, à la paix et à la stabilité.

## Conclusion

Le succès de ces initiatives ne dépendra pas seulement des choix politiques et financiers. Les grandes visions atteignent leur plein potentiel lorsque la société civile s'approprie les projets communs. Même si elle n'est parfois qu'émergente, elle peut aider à accomplir de grands projets de société, à dessiner la vision du Partenariat euroméditerranéen. Pour que notre prière soit entendue, en écho à Echegaray, il nous faudra donc tracer ensemble la voie d'un dialogue renforcé. Pour la Femip cela veut dire s'installer et travailler au plus près des peuples.

Alors, à ceux qui pensent que le projet méditerranéen « a pris l'eau » ou qu'il s'est « enlisé » selon qu'ils se sentent dans leurs métaphores plus proches de la mer ou de la terre, osons donc dire qu'ils ont tort et font preuve d'un certain manque de vision historique. Le processus a connu des blocages, des retards, des oppositions, certes. Mais quelle grande construction n'a jamais progressé sans ambages, sans quiproquo, sans échecs ? C'est le long pas de l'Histoire qui accomplit de grandes distances. Le Partenariat euroméditerranéen continuera d'avancer, de faire des choix difficiles entre les priorités qui viennent d'être décrites, nombreuses et complexes. Pour accompagner l'UpM, y compris à Barcelone, la Femip répond présente. Pour aller plus loin, la Femip est prête à adapter ses propres mécanismes institutionnels, en vue d'améliorer encore son action pour la Méditerranée et pour avancer vers un partenariat Nord-Sud plus équilibré. ■